

2^e édition des Rencontres des datacenter, des territoires et des données souveraines

Attractivité, souveraineté, numérique responsable : quels enjeux pour les datacenters de proximité ?

Le 30 mars 2023 se tenait la deuxième édition des Rencontres des datacenters, des territoires & des données souveraines. Un événement coorganisé par Smart City Mag, Datacenter Magazine et la Délégation Ministérielle pour l'Intelligence Artificielle (DMIA) du Ministère de l'Intérieur. Une journée de débats, de prises de parole et de démonstrations dédiée à l'infrastructure numérique des territoires (réseaux de communication, datacenters, cloud, salles serveur...). Une édition 2023 marquée par les thématiques du numérique responsable, de la souveraineté des données, de l'attractivité des territoires et de la cybersécurité. — **Christophe Guillemin** Photos **Jean-Michel Sicot**



En introduction de l'évènement: **Jean-Luc Sallaberry**, Chef du Département Numérique à la FNCCR, remplaçant le sénateur Patrick Chaize, a rappelé l'importance des enjeux de souveraineté liés à la data, ainsi que la nécessité, pour la filière datacenter, de poursuivre ses efforts en faveur d'un numérique durable. « L'année 2022 nous a appris combien produire de l'énergie, ou l'économiser, requiert une stratégie publique nationale et locale ». Sur les mêmes thématiques, **Michel Paulin**, président du Comité Stratégique de Filière (CSF) « numérique de confiance » et directeur général d'OVH, a souligné que « l'une des missions du CSF est la protection des données » et qu'un autre enjeu majeur est la transition énergétique.

Okan Turedi, directeur général de Nation Data Center, premier réseau de datacenters régionaux souverains, locaux et éco-responsables, a souligné que la création de ChatGPT a nécessité l'équivalent de la consommation de 280



Jean-Luc Sallaberry, Chef du Département Numérique à la FNCCR

Michel Paulin, président du Comité Stratégique de Filière (CSF) « numérique de confiance »





Les rencontres des
datacenters,
territoires
& données
souveraines



smart
city

17

table
 ronde
1



Okan Turedi, directeur général de Nation Data Center

foyers pendant un an, ce qui est considérable. « *La question de la transition énergétique est centrale. Si nous ne créons pas suffisamment de datacenters modernes et écologiques, il restera dans les collectivités trop de salles serveurs non adaptées. Nous collaborons étroitement avec les territoires, par exemple pour que la chaleur fatale des data centers puisse alimenter les réseaux de chaleur urbains, comme c'est le cas à Val-de-Reuil.* » Okan Turedi a également évoqué l'enjeu de souveraineté. « *Des acteurs à l'échelle régionale, comme nous, sont nécessaires pour proposer une alternative aux grands acteurs américains.* »

La première table ronde avait pour thème : « Infrastructures numériques : Un atout pour l'attractivité économique des territoires ? ». **Rachid Adda**, Directeur général du Syndicat Mixte Val d'Oise Numérique & du GIPC, est revenu sur l'intérêt du datacenter public communautaire régional francilien que le syndicat a mis en place en 2022. « *Notre datacenter public ne concurrence pas le privé. Il répond à un besoin, qui est de proposer une alternative aux salles blanches des collectivités, dans une logique de mutualisation.* » De son côté, **Hervé Stassinos**, vice-président de Toulon Provence Méditerranée, et maire du Pradet, a souligné que son territoire « *attire de nombreuses entreprises.* ». « *Elles nous demandent du foncier mais aussi un écosystème innovant qui repose notamment sur notre offre de datacenters.* »

Durant cette même table ronde dédiée à l'attractivité économique, **Philippe Le Grand**, président d'Infra-



de haut en bas : **Rachid Adda**, Directeur général du Syndicat Mixte Val d'Oise Numérique & du GIPC, **Hervé Stassinos**, vice-président de Toulon Provence Méditerranée, **Philippe Le Grand**, président d'Infranum, **Gabriel Chenevoy**, Directeur Général de Terralpha

num, a rappelé que sa fédération a créé une commission datacenters qui doit notamment accompagner le développement de datacenters de proximité. « Pour un territoire, un datacenter de proximité est un gage de performances accrues, de coûts maîtrisés et d'impact environnemental modéré ». Un avis partagé par **Gabriel Chenevoy**, Directeur Général de Terralpha (filiale de SNCF Réseau) qui a mis en avant l'enjeu de protection des données auquel le datacenter de proximité offre une réponse. « Notre objectif est de favoriser les datacenters de proximité en proposant des capacités d'hébergement sur des sites sécurisés, localisés près des infrastructures électriques et disposant d'une connexion ultra haut débit ».

« Partir des besoins métiers. »

Données sensibles, données « ordinaires », logiciels métier, web services... Quelle grille de décision pour choisir l'hébergement adéquat ? Telle était la question posée lors de la deuxième table ronde. **Marie-Laure Crespel**, Directrice de Somme Numérique est revenue sur le déploiement d'un datacenter public sur son territoire. « Nous avons opté pour l'achat d'un datacenter déjà en exploitation. Ce choix a permis de supprimer de nombreuses complexités et d'accélérer la mise en œuvre du projet ». Pour **Christophe Lesur**, directeur général de Cloud Temple: « le choix de la formule d'hébergement doit partir des besoins des métiers. Il faut d'abord échanger avec eux, puis le choix du type d'infrastructure devient naturel ». De son côté, **Vincent Coudrin**, chef de la Mission Cloud, à la Direction interministérielle du numérique (DINUM) a rappelé la doctrine de l'État en matière de cloud. « Tous les nouveaux projets sont cloud par défaut. Mais nous arrêtons de multiplier les infrastructures pour nous limiter à seulement deux clouds ».



de gauche à droite : **Marie-Laure Crespel**, Directrice de Somme Numérique, **Christophe Lesur**, directeur général de Cloud Temple, **Vincent Coudrin**, chef de la Mission Cloud, à la DINUM

table
ronde
2





table
ronde
4



smart
city

19

La dernière table de ronde la matinée était consacrée à la question de la souveraineté des outils numériques. En préambule, **Rémi Letemple**, Analyste senior secteur public chez IDC, a proposé une définition de la souveraineté. « C'est la capacité de prendre des décisions sans aucune dépendance ou pression, en autodétermination ». Il a rappelé qu'il s'agit d'un enjeu particulièrement marqué en France, du fait de sa forte désindustrialisation. Il a également évoqué la French Tech, label qui « a eu le mérite de mettre les sociétés innovantes françaises en lumière ». **Alain Garnier**, CEO et cofondateur de Jamespot, éditeur français de logiciels (réseau social d'entreprise, plate-forme collaborative, suite bureautique et de communication interne) a pour sa part conseillé de « ne jamais se laisser s'enfermer avec un seul vendeur de logiciels ». Et quant à sa nationalité: « choisir un éditeur français, c'est du patriotisme économique. Le plus important est de savoir si les données sont stockées en France. Dans cette optique, il est possible de choisir parmi de nombreux acteurs européens ».



de gauche à droite : **Alain Garnier**, CEO et cofondateur de Jamespot, **Rémi Letemple**, Analyste senior secteur public chez IDC

table
ronde
3

Comment conjuguer efficacité opérationnelle et numérique responsable? Cette question autour de la transition énergétique et de la data, était le thème de la 4^{ème} table ronde. **Yann Huaumé**, vice-président au numérique et à la métropole intelligente de Rennes Métropole a rappelé que « près de 80 % de l'impact environnemental du numérique concerne les terminaux, quand la collecte des données n'en représente que 2 %. Il faut donc relativiser les enjeux de sobriété autour de la data (...) Avec un réseau IoT, déployé dans une optique de transition énergétique, le ratio entre l'impact environnemental et les gains énergétiques est positif ». Sur la question des centres de données: « les datacenters de proximité mutualisés sont une solution plus durable qu'une multitude de salles de serveurs en interne », a souligné **Jérôme Lamache**, Directeur des Services numériques aux territoires de Manche Numérique. **Raphaël Amselem**, Responsable d'investissements numériques - infrastructures chez Groupe Caisse des Dépôts, a pour sa part rappelé que: « nous encourageons les entreprises et collectivités avec qui nous travaillons à adopter une approche de numérique responsable ».

de haut en bas : **Yann Huaumé**, vice-président de Rennes Métropole, **Raphaël Amselem**, Responsable d'investissements numériques - infrastructures chez Groupe Caisse des Dépôts, **Jérôme Lamache**, Directeur des Services numériques aux territoires de Manche Numérique



Comment maîtriser la consommation de son infrastructure numérique? La cinquième table ronde a tenté de répondre à cette question centrale pour les collectivités. **Brigitte De Bernis**, Maire de Chamrousse est revenue sur son projet de datacenter responsable: « Dans notre station de montagne, le datacenter va chauffer, en partie, notre future piscine publique qui sera un élément important d'attractivité du territoire ». Sur le même thème de la récupération de la chaleur fatale: « Cela nécessite de trouver des clients pour cette chaleur », a souligné **Laurent Monnet**, Maire-adjoint de Saint-Denis chargé de la Transformation écologique, de la Nature en Ville et de la Démocratie Alimentaire. « En Seine Saint-Denis nous avons notamment le centre aquatique déployé à l'occasion des JO de 2024, qui va perdurer après l'évènement. Il sera alimenté en chaleur par un datacenter ».

Lors de cette même table ronde, **Soumia Hattali**, consultante en numérique responsable chez APL Data Center, a indiqué que l'une des principales solutions se développant actuellement pour réduire la consommation des datacenters est « de monter leur température ». Plus classiquement, l'optimisation de leur refroidissement gagne également en efficacité, notamment avec le free cooling. Elle a également confirmé l'intérêt grandissant des collectivités pour la récupération de la chaleur fatale des datacenters, « dans ce contexte particulier d'augmentation des coûts de l'énergie ». Quant à **Marc Arrive**, DSI de la ville de Saint-Mandé,



de gauche à droite : **Brigitte De Bernis**, Maire de Chamrousse, **Laurent Monnet**, Maire-adjoint de Saint-Denis, **Soumia Hattali**, consultante en numérique responsable chez APL Data Center, **Marc Arrive**, DSI de la ville de Saint-Mandé

il a évoqué la question des postes de travail. « Pour réduire la consommation du SI nous réfléchissons à la virtualisation de nos postes de travail. Les postes de travail consomment plus que les datacenters ».



Lors de son keynote, **Fabrice Cousin**, Président de la commission Datacenter Infranum/DGA d'IELO, a détaillé les ambitions de la nouvelle commission Datacenter d'Infranum. Le premier objectif est d'établir un panorama des datacenters en France. La commission souhaite également accompagner le développement des datacenters de proximité. Elle aborde aussi la question de l'emploi et des

compétences, sachant que les opérateurs des datacenters sont en tension sur leurs ressources humaines. La commission va également assurer une veille technologique, notamment sur les solutions de refroidissement des serveurs. Côté organisation: « je souhaite que cette commission soit la plus participative possible, avec des acteurs des datacenters, mais aussi d'autres domaines comme l'énergie ».



Cette 2^{ème} édition des Rencontres s'est conclue par une table dédiée à la thématique de la cybersécurité. Comment assurer la sécurité des installations, des données et des systèmes d'information face aux cyber attaques?

Philippe Bron, Chargé de mission politique industrielle Cloud & Infogérance à l'ANSSI a tout d'abord donné un élément de contexte: « *les cybercriminels se sont organisés, c'est devenu une industrie. Il ne s'agit plus de petits groupes de hackers à capuche* ». Il a également évoqué la qualification SecNumCloud proposée par l'ANSSI: « *L'idée est d'avoir un niveau de confiance dans les acteurs qualifiés qui doivent notamment être immunes vis-à-vis des lois non européennes sur les données* ». **Audrey Maurel**, avocate associée INLO Avocats, a pour sa part rappelé les enjeux de responsabilité juridique face aux cyber attaques. « *Sur le plan juridique, il faut aller au-delà du RGPD en matière de cybersécurité et travailler sur la responsabilité des partenaires. S'appuyer sur des tiers de confiance, comme les syndicats mixte du numérique, est une bonne démarche* ».

Toujours sur la question de la cybersécurité, **Bernard Giry**, Directeur Général Adjoint Transformation Numérique de la région Île-de-France, a évoqué la localisation des données. « *En matière de cybersécurité, nous demandons systématiquement où sont hébergées les don-*

nées aux opérateurs, dans quel pays, dans quelle ville... ». Il a également indiqué que la région Île-de-France a augmenté ses investissements dans le domaine des sauvegardes du SI, principale parade face à une attaque par chiffrement (ransomware). « *La sauvegarde est une question prioritaire* », a-t-il souligné.

Enfin, **Pierre Barel**, directeur de l'hébergement des données de santé au Mipih, a rappelé l'importance de la sécurité physique des centres de données. « *La sécurité physique des datacenters est primordiale. C'est un poste de dépense important chez nous, avec notamment un gardiennage en 24/7 et des dispositifs anti-incendie* ».



de gauche à droite : **Audrey Maurel**, avocate associée INLO Avocats, **Philippe Bron**, Chargé de mission politique industrielle Cloud & Infogérance à l'ANSSI, **Bernard Giry**, Directeur Général Adjoint Transformation Numérique de la région Île-de-France, **Pierre Barel**, directeur de l'hébergement des données de santé au Mipih